

Peut-on dire que les fermes laitières au Canada sont durables?

Un aperçu des angles économique, environnemental et social de la production laitière au Canada.

Un présentation de Bruno Letendre au Forum public de l'OMC 2018

Le 3 octobre, 2018

Merci pour la présentation. Je m'appelle Bruno Letendre et je suis un fier producteur de lait canadien. L'industrie laitière canadienne a souvent fait les manchettes dernièrement, je suis donc heureux d'avoir l'occasion de parler brièvement de notre pays et de vous faire part de notre perspective sur le commerce et le développement durable.

Développement durable et commerce agricole international

En 2016, la Fédération internationale du lait a officialisé l'engagement de l'industrie laitière mondiale envers une production durable avec la signature de la Déclaration de Rotterdam sur les produits laitiers. Le secteur laitier canadien a fièrement adopté cette déclaration qui engage l'industrie laitière mondiale à faire sa part pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies. Les objectifs définis sont vastes, ce qui montre que le développement durable dans le contexte de l'agriculture, va au-delà de l'environnement, pour aussi englober le développement des communautés et des régions rurales, la stabilité économique et la viabilité des industries.

Je veux aujourd'hui vous parler des efforts déployés par notre secteur laitier, qui s'appuient à la fois sur le système de la gestion de l'offre et sur notre initiative proAction^{MD}, notre programme d'assurance qualité.

Qu'est-ce que la gestion de l'offre?

Au Canada, notre objectif est de produire pour satisfaire les besoins canadiens en produits laitiers, c'est le système de la gestion de l'offre. Trois piliers essentiels soutiennent notre système :

- Le premier, la discipline de la production, garantit qu'une offre stable et prévisible de lait de qualité est disponible pour répondre à la demande des consommateurs.

- Le deuxième, des prix justes pour les producteurs, vise à ce que les producteurs efficaces puissent recevoir du marché une rétribution juste pour leur production, qui couvre leurs coûts, y compris leur travail et leurs investissements, sans soutien direct de leur revenu par l'État.
- Et le dernier, la prévisibilité des importations, est nécessaire pour planifier adéquatement la production et favoriser la stabilité du marché.

Fait important : si la gestion de l'offre permet aux producteurs de recevoir une rétribution plus élevée qu'ailleurs pour le lait, cela ne signifie pas pour autant que les consommateurs paient plus cher. En fait, le prix à la consommation moyen du lait frais au Canada est moindre que celui observé en Australie, en France et en Nouvelle-Zélande, et il est même moins élevé que celui du lait sans STbr des États-Unis (qui est le lait qui se compare au lait canadien). Vous pouvez voir ces données à l'écran.

Je voudrais également souligner qu'au Canada, les producteurs ont pris l'initiative d'établir un programme obligatoire d'assurance de la qualité, proAction. Ceci démontre que les producteurs canadiens ont à cœur de produire du lait de façon responsable et répondant à des normes élevées. Ce programme obligatoire se ventile en six volets : Qualité du lait, Salubrité des aliments, Bien-être animal, Traçabilité du bétail, Biosécurité et Environnement.

Harmoniser l'offre à la demande

D'un point de vue environnemental, en harmonisant l'offre à la demande, l'industrie laitière canadienne est mieux en mesure de trouver l'équilibre entre la production et la capacité environnementale. Dans d'autres régions du monde, la surproduction est un problème chronique; le fardeau environnemental de la production laitière intensive a d'ailleurs été largement médiatisé, et même politisé. Parmi les préoccupations environnementales, nommons entre autres le lessivage du nitrate, les émissions de phosphate, de méthane et d'ammoniac, ainsi que la qualité de l'air et de l'eau. Bien que personne ne soit à l'abri de telles préoccupations, au Canada, le système de la gestion de l'offre en distribuant mieux la production laitière à travers le pays, permet dans une certaine mesure

de réduire la pression sur l'environnement. De plus, comme chaque petit geste compte, le transport du lait vers les usines de transformation est optimisé afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Je veux maintenant parler de la dimension économique du développement durable. La surproduction dans d'autres régions du monde a d'importantes conséquences économiques. À titre d'exemple, la période allant de 2014 à 2016 a été qualifiée de « crise laitière mondiale ». Je dirais qu'on est encore dans cette crise. En 2014, les prix sur les marchés internationaux se sont effondrés, et le prix de certains produits laitiers a chuté de près de 50 % en quelques mois seulement. Les producteurs ont été durement touchés, et bon nombre ont dû mettre un terme à leurs activités. La crise a également eu des conséquences tragiques, avec une augmentation alarmante du nombre de suicides de producteurs dans le monde, si bien que les besoins de services de santé mentale sont devenus une priorité politique.

À cause de la crise laitière mondiale, plusieurs pays ont mis en place des programmes ad hoc de soutien afin d'aider leurs producteurs : mesures de sauvegarde de 500 millions d'euros en Europe, mesures similaires de 430 millions de dollars en Australie, et programmes de rachat de fromage de 20 millions de dollars aux États-Unis, et ce, en plus des bénéfices reçus en vertu du Farm Bill ou de la Politique agricole commune (PAC). À l'opposé, au Canada, les producteurs, bien qu'ils ne soient pas complètement à l'abri des fluctuations du marché mondial, n'ont pas été aussi durement touchés. Sur l'écran, vous pouvez voir les indices des prix à la production de différentes régions au cours des dernières années. Comme vous pouvez le constater, les prix sont très volatile. Cependant, au Canada, les prix ont été appréciablement plus stables, et pendant la crise, les prix à la production ont certes baissé mais pas autant que dans les autres régions. En fait, aucun fonds gouvernemental n'a été nécessaire pour permettre aux fermes de survivre à la crise : la gestion de l'offre est la clé pour la durabilité économique!

Un prix juste pour les producteurs

Nous avons mentionné que notre système assure un revenu juste aux producteurs efficaces. Nous, les producteurs laitiers canadiens, mettons les revenus de nos ventes de lait en commun, ce qui nous permet de recevoir le même prix pour notre lait. Nous partageons collectivement le fardeau de toute baisse de prix.

Pouvant compter sur un revenu plus prévisible, nous pouvons continuer d'investir avec confiance dans nos fermes. L'industrie laitière est un important contributeur à l'économie du Canada : le secteur laitier vient au premier ou au second rang dans l'économie agricole de 7 de nos 10 provinces canadiennes. En 2015, l'industrie laitière canadienne a contribué près de 20 milliards de dollars au PIB du Canada, de 4 milliards de dollars en recettes fiscales, et a maintenu 221 000 emplois à temps plein. Les fermes laitières dans les communautés rurales favorisent le développement économique en générant emplois et retombées économiques dans les secteurs des services vétérinaires, des services d'équipement ou du travail à contrat. La viabilité et la stabilité de la contribution des fermes laitières dans les communautés rurales jouent donc un rôle essentiel pour le bien-être économique des régions.

Gérer les importations

Finalement, pour continuer à bien répondre à la demande en produits laitiers au Canada, il est essentiel de savoir combien de lait et de produits laitiers sont importés. Les producteurs laitiers canadiens ne s'opposent pas au commerce, mais nous croyons à un commerce équitable et respectueux des différences culturelles et culturelles des pays dans le monde. Soulignons que le marché canadien pour les produits laitiers n'est pas fermé. En effet, nos importations totalisent plus de 10 % de notre marché. C'est le triple, sinon davantage, que certains autres pays producteurs de lait. Cependant, chaque ouverture additionnelle de notre marché menace l'équilibre et la durabilité de notre système. D'une part, cela entraîne une perte annuelle et perpétuelle de revenus pour les

producteurs. D'autre part, les produits importés ne sont pas soumis aux normes de qualité, de salubrité, de bien-être animal, et j'en passe, auquel le lait produit sur nos fermes est obligatoirement soumis. Je parle ici des réglementations en vigueur au Canada, mais aussi des exigences de proAction qui définit les dimensions sociales et environnementales de la production durable au Canada.

Nous avons des préoccupations quant à la durabilité et à l'équité du commerce des produits laitiers. Pour notre part, nous croyons au commerce équitable. À l'heure actuelle, seulement 10% du lait produit dans le monde est vendu sur le marché international, et la majorité de ce lait provient principalement de trois régions : les États-Unis, l'Europe et l'Océanie. Or, ces régions vendent des produits laitiers aux autres pays à des prix très faibles, en partie grâce à de généreuses subventions financées par l'argent des contribuables ou en misant sur des avantages climatiques ou des contraintes environnementales moins exigeantes. Or, en faisant ainsi baisser artificiellement les prix mondiaux, ces régions menacent la viabilité des secteurs laitiers des autres pays ne bénéficiant pas du même niveau de subventions. Ces derniers, ne pouvant pas être aussi concurrentiels, sont incapables de faire face et de survivre lorsque des produits laitiers sont dumpés sur leur marché.

Conclusion

Cette discussion sur l'équilibre entre le commerce et le développement durable est très pertinente alors que de plus en plus de pays essaient de développer leur industrie laitière. La souveraineté alimentaire est un enjeu important à l'échelle de la planète. Tous les États visent à réduire leur dépendance pour alimenter leur population. La majorité des États développés adoptent des politiques agricoles favorisant le développement de leur agriculture. J'espère vous avoir dépeint un bon aperçu de comment nous voyons le développement durable pour les producteurs de lait au Canada. Nous nous appuyons à la fois sur notre système de gestion de l'offre et sur notre initiative proAction.

En résumé, nous croyons fermement que le système de gestion de l'offre et l'initiative proAction permettent à nos producteurs de donner l'assurance d'une gestion saine, responsable et durable de leurs animaux ainsi que de l'environnement, en plus d'avoir des entreprises agricoles économiquement durables. Le modèle canadien est ainsi un modèle agricole qui promeut avec succès un environnement commercial durable. Et les ententes de commerces doivent permettre le maintien des outils nous permettant encore aujourd'hui de pratiquer la gestion de l'offre.